Manuel Valls se dit pour une interdiction temporaire du financement étranger des mosquées

29/07/2016 à 14h52

Dans un entretien au journal Le Monde, le premier ministre Manuel Valls se dit aujourd'hui pour une interdiction temporaire du financement étranger des mosquées. Il souhaite "inventer une nouvelle relation" avec l'islam de France, et "que les imams soient formés en France et pas ailleurs".

Concernant la décision de la justice antiterroriste de libérer Adel Kermiche, un des deux auteurs de l'attentat djihadiste de Saint-Etienne-du-Rouvray, en l'assignant à résidence sous bracelet électronique, le premier ministre a considéré qu'il s'agissait d'un "échec, il faut le reconnaître",

"Cela doit conduire les magistrats à avoir une approche différente, dossier par dossier, compte tenu des pratiques de dissimulation très poussées des djihadistes", déclare le premier ministre, tout en affirmant qu'il ne sera pas "celui qui, au mépris de tout équilibre des pouvoirs, tomberait dans la facilité de rendre ces juges responsables de cet acte de terrorisme".

Manuel Valls a également répondu vertement aux attaques de Nicolas Sarkozy contre le gouvernement après les attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray, accusant le président des Républicains de "perdre ses nerfs". Pour le premier ministre, les accusations "nauséabondes" sur un "prétendu mensonge d'Etat" doivent "cesser".

(…) Le Figaro